

Burundi : vers des "consultations séparées" et non des "négociations directes"

PANA, 19 mai 2016 Surenchâres politiques À la veille dâ€™un nouveau rendez-vous crucial pour la paix au Burundi Bujumbura, Burundi - Les enchâres politiques sont montâ€™es dâ€™un cran, jeudi, entre les différents protagonistes de la crise politique au Burundi qui doivent, en principe, rencontrer sâ€™parâ€™ment le nouveau mâ€™diateur et ancien prâ€™sident tanzanien, Benjamin William Mâ€™Kapa, du 21 au 24 mai prochain À Arusha, une ville du Nord de la Tanzanie, apprend-on des concernâ€™s.

On ne compte plus le nombre de mâ€™diateurs â€™trangers qui se sont essayâ€™s, sans succâ€™s À ce jour, À la crise burundaise nâ€™e en avril 2015 dâ€™un conflit â€™lectoral mal râ€™solu entre le pouvoir et lâ€™opposition et dont le pourrissem craindre À la Communautâ€™ internationale un retour À une nouvelle guerre civile. Le dernier mâ€™diateur en date â€™tant lâ€™actuel chef de lâ€™Etat ougandais, Yoweri Kaguta Museveni, qui ne manquait pourtant pas dâ€™atouts en tant quâ€™mâ€™ prâ€™sident de lâ€™initiative râ€™gionale de consolidation de la paix au sortir de la guerre civile de 1993 À 2006 au Burundi oâ€™ lâ€™on compte dâ€™jâ€™ autour de 500 tuâ€™s et plus de 270.000 râ€™fugiâ€™s. Plus râ€™cemment encore, des divergences de forme entre les parties prenantes au conflit burundais avaient fait capoter un premier rendez-vous du 2 au 5 mai dernier dans la mâ€™me ville tanzanienne dâ€™Arusha. La partie gouvernementale avait â€™mis de sâ€™rieuses râ€™serves, surtout sur les participants, poussant le mâ€™diateur fraâ€™chement dâ€™signâ€™ par la Communautâ€™ de lâ€™Afrique de lâ€™Est/East african community (Cae/Eac) À concâ€™der un report des discussions. Le nouveau rendez-vous ne sâ€™annonce pas non plus sous de bons auspices, À en juger À certaines exigences des parties prenantes aux pourparlersâ€™ inter burundais de paix en vue. Du câ€™tâ€™ du pouvoir, le responsable de la communication À la Prâ€™sidence de la Râ€™publique, Willy Nyamitwe, sâ€™chargâ€™ dâ€™une mise au point, jeudi, sur les ondes de la radio nationale, À commencer par la nature mâ€™me de la rencontre prochaine qui sera consacrâ€™e À des "consultations sâ€™parâ€™es" avec le mâ€™diateur, et non À des "nâ€™gociations directes avec lâ€™opposition. Cette "animositâ€™" entre les diffâ€™rents protagonistes de la crise burundais semble avoir â€™tâ€™ mesurâ€™ par le mâ€™diateur qui annonce une plâ€™niâ€™re aprâ€™s avoir fait le tour des protagonistes de la crise, en commenâ€™sant dâ€™abord avec la partie gouvernementale, ensuite lâ€™opposition, puis la sociâ€™tâ€™ civile. Concernant les participants, M.Nyamitwe a râ€™itâ€™râ€™ le refus catâ€™gorique du pouvoir de parler avec ceux de lâ€™opposition qui ont orchestrâ€™ les manifestations de 2015 contre le troisiâ€™me quinquennat de lâ€™actuel chef de lâ€™Etat burundais, Pierre Nkurunziza, et la tentative deâ€™ putsch manquâ€™ qui a suivi. "La place de ceux-lâ€™ est devant la justice et non À la table des discussions", de lâ€™avis tranchâ€™ du chargâ€™ de la communication À la Prâ€™sidence de la Râ€™publique du Burundi. La justice burundaise â€™mis des dizaines de mandats dâ€™arrâ€™t internationaux contre des opposants et des responsables de la sociâ€™tâ€™ civile en exil À lâ€™â€™tranger. Dâ€™aprâ€™s Milly Nyamitwe encore, lâ€™opposition "aux mains propres" est, par contre, la bienvenue des discussions, tout en balisant, lâ€™ aussi, le terrain. Son râ€™le se limitera À enrichir les conclusions du dâ€™bat politique interne de ces cinq derniers mois, mais qui nâ€™avait pas vu la participation des principaux opposants politiques ayant pris le chemin de lâ€™exil À lâ€™â€™tranger. A la veille du rendez-vous dâ€™Arusha, le Conseil national pour la dâ€™fense de lâ€™2000, À Arusha, en Tanzanie, sur la paix, la râ€™conciliation et la restauration de lâ€™Etat de droit (Cnared, principale plateforme de lâ€™opposition interne et en exil) a eu â€™galemment son mot À dire. La coalition suspecte, notamment, le mâ€™diateur de vouloir lâ€™affaiblir en ne lâ€™invitant pas en tant quâ€™"entitâ€™ unique" mue par le mâ€™me objectif de râ€™haâ€™ lâ€™Accord dâ€™Arusha qui a â€™tâ€™, À ses yeux, violâ€™ par le troisiâ€™meâ€™ mandat prâ€™sidentielâ€™ alors que le texte nâ€™ seulement deux. Dans ces conditions, "nous nâ€™irons pas À Arusha", peut-on lire dans un bref communiquâ€™ de cette coalition nâ€™e de la mauvaise conjoncture politique du moment et qui nâ€™est pas reconnue par le pouvoir burundais. Lâ€™opposition place encore la barre assez haut, en râ€™clamant dâ€™Arusha, un dâ€™bat sur un gouvernement de transition chargâ€™ de prâ€™parer de nouvelles â€™lections plus consensuelles que celles de 2015, une fois de plus, contre lâ€™avis du pouvoir burundais qui estime plutâ€™t que ce chapitre â€™lectoral a â€™tâ€™ dâ€™jâ€™ clâ€™turâ€™ en beautâ€™. Lâ€™arrâ€™t des hostilités entre le pouvoir et lâ€™opposition armâ€™e, le rapatriementâ€™ de plus de 270.000 râ€™fugiâ€™s burundais, la râ€™habilitation des libertâ€™ publiques, notamment les mâ€™dias privâ€™s indâ€™pendants ou encore la libâ€™rationâ€™ de milliers de dâ€™tenus politiques sont autant dâ€™autres sujets que lâ€™opposition juge prioritaires.